



19^{ème} session du Conseil des droits de l'homme

**Droit à l'alimentation : Rapport de M. Olivier de Schutter sur la question de la
nutrition, et sur les liens entre santé et malnutrition**

**Intervention de Monsieur Jean FEYDER, Représentant permanent
du Grand-Duché de Luxembourg (Genève, le 6 mars 2012)**

Madame la Présidente,

Le Luxembourg remercie les deux Rapporteurs spéciaux pour les rapports qu'ils ont présentés y compris pour les rapports de mission

Mon gouvernement félicite Monsieur Olivier de Schutter de la qualité de son action et de la coopération étroite qu'il a établie avec lui et qui s'est concrétisée, lors de la visite qu'il a effectuée au Luxembourg le 13 février dernier, par la signature d'un nouvel accord de coopération sur trois ans

Chaque jour, 25 000 personnes, surtout des enfants meurent de faim et de malnutrition. S'y ajoute qu'un milliard d'êtres humains souffrent du même fléau

En même temps, environ un milliard de personnes souffrent d'obésité causée par des régimes alimentaires inadéquats

Comme le souligne le rapport, le fait est que les systèmes alimentaires actuels n'ont pas réussi à faire face au problème de la faim et en même temps, ils encouragent des diètes qui sont une source de surpoids et d'obésité

Nous convenons avec le Rapporteur spécial qu'il faut s'attaquer aussi aux causes structurelles de la dénutrition ou des régimes alimentaires inadaptés qu'il mentionne au para 18 de son rapport.

En 2006, le Luxembourg a adopté un programme national en faveur de l'alimentation équilibrée et de l'activité physique. Dans le cadre de ce programme, plus de 150 projets sont réalisés dans les écoles, les lycées, les communes et les entreprises. En 2011, le 2e Plan

d'action (2011-2015) pour la promotion, la protection et le soutien à l'allaitement maternel a été adopté.

Nous soutenons les différentes recommandations du rapport en particulier celles concernant

- une pleine transposition en droit interne du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et des recommandations de l'OMS sur la commercialisation de ces substituts
- la réglementation sur la commercialisation des produits alimentaires à teneur élevée en graisses, sel et sucre, destinées aux enfants,
- l'imposition de taxes sur ces produits alimentaires et sur les boissons sucrées (sodas),
- la promotion d'une alimentation produite localement visant à resserrer les liens entre agriculteurs locaux et consommateurs des villes de nature à améliorer l'accès aux marchés et accroître les revenus des petits agriculteurs locaux.

Question : ne conviendrait-il pas également d'éduquer les enfants à regarder moins la télévision et à s'exposer ainsi moins aux messages commerciaux et, d'autre part, de favoriser les repas pris en famille ?

Question sur la Chine: la voie suivie par la Chine pourrait-elle inspirer d'autres pays en développement étant donné que ce pays a pratiquement atteint l'autosuffisance alimentaire et que la taille moyenne d'une ferme chinoise est inférieure à 1 ha ?